

**INSTITUTION ADOUR**

Extrait du registre des délibérations
de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour

Séance du 19 juillet 2023
(Convocation du 07 juillet 2023)

Aujourd'hui, le 19 juillet 2023 à 15h30, le bureau dûment convoqué s'est réuni salle Henri Lavielle, à l'Hôtel du Département des Landes à Mont-de-Marsan, sous la présidence de M. Paul Carrère, Président

| | |
|--|---|
| Conseillers en exercice | |
| • Nombre | 8 |
| • Voix | 8 |
| Présents | |
| • Nombre | 5 |
| • Voix | 5 |
| Pouvoirs | |
| • Nombre | 0 |
| • Voix | 0 |
| Majorité simple selon article 15.2 des statuts | |

| | | |
|---------------------------|---|--|
| Suffrages exprimés | | |
| Pour | | |
| • Nombre | 5 | |
| • Voix | 5 | |
| Contre | | |
| • Nombre | 0 | |
| • Voix | 0 | |
| Abstention | | |
| • Nombre | 0 | |
| • Voix | 0 | |

Étaient présents :

Mme Dominique Degos, M. Thierry Carrère, M. Paul Carrère, M. Charles Pelanne, M. Bernard Poublan

Étaient excusés :

Mme Céline Salles, M. Gérard Castet, M. Bernard Verdier

Secrétaire de séance : Mme Dominique Degos, Membre

Rapporteur : M. Paul Carrère, Président



OBJET : - Commande publique - Ressource en eau - Travaux de confortement du Louet - Marché relatif au suivi environnemental et au suivi de la qualité des eaux en phase travaux - Attribution du marché

Exposé des motifs :

Les travaux se situent sur le réservoir du Louet implanté sur le ruisseau de Carbouère, affluent rive droite du Louet, et situé sur les communes d'Escaunets (département des Hautes-Pyrénées, 65) et de Montaner (département des Pyrénées-Atlantiques, 64).

Le programme de travaux du confortement du parement amont du réservoir du Louet nécessite une vidange complète de l'ouvrage pour pouvoir intervenir sur les parties basses de la digue, opération de vidange particulièrement sensible en termes d'incidences sur l'environnement qui nécessite une attention toute particulière.

Après vidange complète du plan d'eau (cote chantier objectif 302,5 m NGF), le plan d'eau sera maintenu en « assec » (niveau d'eau résiduel non vidangeable du fait de la configuration de la prise d'eau dans le réservoir).

C'est pourquoi, du fait de la sensibilité particulière liée à ce maintien en assec pendant toute la durée du chantier de confortement (environ 8 mois), une mission de suivi de la qualité des eaux et une mission de suivi environnemental sont programmées.

- Rappel des étapes de la consultation :

Une première consultation a été lancée le 17 avril 2023 et déclarée sans suite.

Une deuxième consultation a été relancée le 30 juin 2023 pour une remise des offres le 12 juillet 2023.

Le marché comportait deux lots :

- Lot 1 : Mission de suivi de la qualité des eaux
- Lot 2 : Mission de suivi environnemental
 - Tranche ferme : mission de suivi écologique pendant la phase chantier et phase post-chantier.
 - Tranche optionnelle : appui complémentaire pour faire face à des aléas de chantier.

La tranche optionnelle sera affermie, le cas échéant, au maximum une semaine avant la fin de la prestation de la tranche ferme par ordre de service.

- Critères de jugement des offres :

Le jugement des offres sera effectué dans le respect des principes fondamentaux de la commande publique. Ce jugement aura lieu dans les conditions prévues aux articles R.2152-7 du code de la commande publique et donnera lieu à un classement.

Le classement des offres et le choix de l'attributaire sont fondés sur l'offre techniquement et économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous.

Les offres seront notées sur 100, la note (/100) de chaque offre est obtenue en additionnant la note du critère valeur technique (/60) à la note du critère prix (/40). Le classement des offres et le choix de l'attributaire sera fondé sur l'offre totalisant le plus de points.

| Critères | Pondération |
|-------------------------|-------------|
| 1- Prix des prestations | Sur 40 |
| 2- Valeur technique | Sur 60 |

- Ouverture des plis

L'ouverture des plis s'est déroulée le 13 juillet 2023.

Pour le lot 1 Lot 1 : Mission de suivi de la qualité des eaux

Une seule offre a été déposée : seule l'entreprise CALLIGEE a répondu.

Pour le lot 2 : Mission de suivi environnemental

Pas d'offre réceptionnée.

- Examen des candidatures

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'État.



Tous les éléments demandés ont été fournis par le candidat. La candidature est complète et recevable.

- Conformité des offres

L'entreprise a remis l'ensemble des documents demandés, l'offre est, d'un point de vue administratif, complète et conforme.

L'offre de l'entreprise Calligée du lot 1 a été retenue pour l'analyse.

- Analyse des offres :

| | | Calligée |
|---------------|-----------------------|----------|
| Critère n° 1 | Note attribuée sur 40 | 40 |
| Critère n° 2 | Note attribuée sur 60 | 52 |
| TOTAL sur 100 | | 92 |

Vu le code de la commande publique,

Considérant les offres reçues,

Considérant l'analyse des offres menée par les services de l'Institution Adour, proposant de retenir l'offre de Calligée pour un montant de 63 800 € HT € HT pour le lot 1,

Considérant l'absence d'offre pour le lot 2,

LE BUREAU

En l'absence d'observations,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité

DECIDE

Article 1

- d'attribuer le lot 1 « Mission de suivi de la qualité des eaux » à l'entreprise Calligée pour un montant de 63 800 € HT,
- d'autoriser le président à signer l'acte d'engagement afférent,
- de déclarer le lot 2 « Mission de suivi environnemental » infructueux,
- d'autoriser le président à relancer une consultation et attribuer le futur marché pour la mission de suivi environnemental,
- d'autoriser le président à signer l'acte d'engagement afférent dans la limite d'un montant de 70 000 € HT,

d'autoriser le président à signer les documents et à prendre toutes décisions relatives à leur exécution, les crédits étant inscrits au budget.

Article 2

Monsieur le président est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré le 19 juillet 2023 à Mont-de-Marsan,

Le Président,

Envoyé en préfecture le 24/07/2023

Reçu en préfecture le 24/07/2023

Publié le 25/07/2023

ID : 040-254002264-20230719-230719H1900H1-DE



Paul CARRÈRE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'État.